

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JOHN DEERE FINANCIAL

Société par actions simplifiée au capital de 76 604 486 Euros
Immatriculée au R.C.S. d'Orléans sous le Numéro 421 649 161
Siège social : Rue du Paradis, 45140 ORMES - FRANCE

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée générale mixte du mercredi 30 avril 2025

I. — Bilan Social (en euros)

Bilan actif (en euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1-5-13	0	2 208 346
Opérations avec la clientèle			
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit bail et autres opérations assimilées	3-4	660 724 655	597 132 220
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles	7	0	1 108
Immobilisations corporelles	7	2 412	8 576
Actions propres		0	0
Autres actifs	8-13	29 384 474	23 733 357
Comptes de régularisation	9	8 004 411	4 421 144
Total de l'actif		698 115 953	627 504 751

Bilan passif (en euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	2-6-13	552 406 538	530 900 261
Opérations avec la clientèle	2-6	283 444	401 945
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	8-13	4 147 691	2 998 378
Comptes de régularisation	9-13	55 082 032	43 588 271
Comptes de négociation et de règlement			
Provisions pour risques et charges	10	0	0
Dettes subordonnées	6-11-13	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Total dettes		611 919 706	577 888 857
Capitaux propres	12	86 196 247	49 615 894
- Capital souscrit		76 604 486	39 704 400
- Prime d'émission		0	0
- Réserves		2 610 447	2 226 239
- Ecart de réévaluation		0	0
- Provisions réglementées / Subvention d'investissement		0	0
- Report à nouveau		747	1 098
- Résultat en instance d'affectation		0	0
- Résultat de l'exercice(1)		6 980 567	7 684 157
Total du passif		698 115 953	627 504 751

Hors-bilan (en euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Engagements donnés			
- Engagements de financement	15	56 977 320	101 937 072
- Engagements de garantie		0	0
- Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus			
- Engagements de financement	15	50 000 000	50 000 000
- Engagements de garantie	13-15	207 697 948	200 775 630
- Engagements sur titres		0	0

Compte de résultat (en euros)

Produits et charges d'exploitation	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
+ Intérêts et produits assimilés	13-16	165 187	357 185
- Intérêts et charges assimilées	13-16	13 277 111	8 267 065
+ Produits sur opérations de crédit bail et location avec option d'achat	17	156 170 063	135 095 002
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	17	129 599 689	115 211 953
+ Produits sur opérations de location simple		0	0

- Charges sur opérations de location simple		0	0
Revenus des titres à revenu variable		0	0
+ Commissions (produits)	13-18	3 610 962	3 796 453
- Commissions (charges)	18	2 058 118	1 854 038
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	16	213 713	173 079
- Autres charges d'exploitation bancaire	16	0	0
Produit net bancaire		15 225 007	14 088 663
- Charges générales d'exploitation	13-19	5 208 812	4 301 833
- <i>Frais de personnel</i>		4 298 109	3 636 402
- <i>Charges Gen d'exploitation frais personnel</i>		20 000	11 060
- <i>Autres frais administratifs</i>		890 704	654 371
- <i>production immobilisée</i>		0	0
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	20	7 272	19 636
Résultat brut d'exploitation		10 008 923	9 767 195
+/- Coût du risque	21	575 330	163 067
Résultat d'exploitation		9 433 593	9 604 128
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	0	0
Résultat courant avant impôt		9 433 593	9 604 128
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôt sur les bénéfices	23	2 453 026	1 919 971
+/- Dotations ou reprises sur FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat de l'exercice		6 980 567	7 684 157

Annexes

Chapitre I - Faits caractéristiques de l'exercice et événements post-clôture

a) Faits marquants de l'exercice

JDF SAS a connu une de ses meilleures années depuis sa création et évolue dans un environnement où le moral des agriculteurs et des distributeurs reste très favorable compte tenu du cours des matières premières. Dans ce contexte, le groupe John Deere a accentué son leadership sur le marché français. Cette situation s'est traduite par une croissance importante du portefeuille.

Par ailleurs, il faut noter qu'à la suite d'une consultation qui a questionné sur la méthode d'imposition des participations, JDF a modifié sa méthode pour être en phase avec la jurisprudence la plus récente sur le sujet.

Enfin, suite à la découverte d'un dysfonctionnement informatique, qui ne permettait pas de faire redescendre certaines participations dans le système une correction informatique a été apportée et les participations dues à John Deere Financial ont été touchées.

b) Événements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

Au moment où le Comité exécutif de JDF SAS arrête les comptes des états financiers de 2024, la direction de JDF SAS, n'a pas connaissance d'événements significatifs pouvant avoir un impact sur son activité ou son développement.

Chapitre II - Règles comptables

Les comptes annuels de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le Comité de la Réglementation Comptable et les instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Par ailleurs, la présentation des états financiers et des notes annexes est conforme à celle définie dans l'Article 11 24-15 du règlement ANC 2014-07 et les règles et méthodes de comptabilisation appliquées sont identiques à celles de l'exercice précédent.

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat auquel s'ajoutent éventuellement des frais accessoires d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode dégressif ou linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- matériel informatique propre	4 ans
- mobilier de bureau	10 ans
- matériel administratif	4 ans

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles amorties sont principalement des logiciels amortis sur 5 ans, soit leur durée estimée d'utilisation.

b) Opérations de Crédit-Bail et de Location avec option d'achat

1) Immobilisations louées en Crédit-bail

Pour les immobilisations louées en crédit-bail, John Deere Financial SAS a opté pour l'amortissement financier qui permet d'amortir l'immobilisation au rythme du

capital prêté sur la durée de location.

2) Immobilisations louées en location simple

En accord avec l'avis du comité d'urgence du règlement ANC 2014-07, John Deere Financial amortit ses immobilisations données en location selon des règles découlant essentiellement de la réglementation fiscale.

Les matériels sont amortis sur leur durée de vie normale d'utilisation et non sur la durée du contrat de location auquel ils sont rattachés. Ils ouvrent droit généralement à un amortissement de type dégressif. Le matériel d'occasion est amorti suivant le mode linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur et correspondent à la durée d'usage fiscale : comme il s'agit de matériel agricole et de matériel d'entretien d'espaces verts, la durée d'amortissement retenue est très généralement de 5 ans.

L'approche par les composants, qui s'applique aux établissements de crédit-bail et de location avec option d'achat dès lors que la charge du renouvellement des composants leur incombe, est jugée sans impact chez John Deere Financial.

c) Provision pour retraite

Aucune provision pour indemnités de fin de carrière, compléments de retraite des salariés n'a été constituée dans les comptes sociaux. La société n'emploie pas de salarié.

d) Amortissement exceptionnel

Aucun amortissement exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

e) Instruments financiers

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements de l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07.

Aucun swap n'a été comptabilisé sur l'exercice 2024.

f) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. En application de l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07, l'imputation comptable des opérations de crédit réalisées avec la clientèle se décline selon les catégories suivantes :

- ☐ Créances saines
- ☐ Créances sensibles
- ☐ Créances douteuses non compromises
- ☐ Créances douteuses compromises

En application de l'Article 1124-29 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné

Créances sensibles

Les créances impayées sont considérées comme sensibles lorsqu'elles ont une antériorité de moins de trois mois et que la situation du dossier n'appelle pas de provision. Le montant des crédits restructurés est non significatif.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement, exemple : existence de procédures d'alerte.
- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire entre l'établissement et sa contrepartie). Les facturations d'indemnités de résiliation ou de sinistre ainsi que les provisions et pertes sont classés en produit net bancaire.

Parmi les créances douteuses, John Deere Financial distingue les créances douteuses compromises des créances douteuses non compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

g) Dépréciation des créances douteuses

Les règles de dépréciation pratiquées pour les créances douteuses sont conformes à l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07. La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et de la contre-garantie, le cas échéant.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

h) Dépréciation des immobilisations louées au titre du risque de re-commercialisation

Pour les clients douteux, il est constitué, le cas échéant, une dépréciation pour faire face au risque de re-commercialisation du matériel, afin de couvrir le risque de perte de tout ou partie de la valeur nette comptable lié à la récupération du matériel par JOHN DEERE FINANCIAL SAS.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens. Concernant les dossiers contentieux ou douteux avec impayés supérieurs à 90 jours, la dépréciation correspond à 100% de cette différence. Pour les dossiers douteux avec impayés inférieurs à 90 jours, la provision est de 50% de cette base sauf si les conditions de l'affaire conduisent à déprécier de 100%.

Cette dépréciation est présentée en diminution des immobilisations louées, dans le poste « crédit-bail et location ».

i) Immobilisations temporairement non louées

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à leur valeur nette comptable, ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

j) Bonifications

Les bonifications accordées par le constructeur John Deere sont constatées en compte de résultat sur la durée de vie des contrats au prorata des intérêts perçus.

k) Développement logiciel

Les dépenses engagées pour le développement de logiciels à usage interne sont normalement portées en immobilisations incorporelles, elles sont cependant portées en charge lorsque les conditions, par exemple, de réussite ou d'identification de la nature des charges ou encore de montant minimum ne sont pas remplies.

l) Commissions perçues

Les produits relatifs aux commissions perçues en tant qu'apporteur d'affaires sont comptabilisés dès la signature du contrat de prêt.

m) Loyers

Lorsque le contrat de crédit-bail ou de location prévoit un premier loyer majoré, la part de ce loyer correspondant à la majoration ne fait pas l'objet d'étalement (linéarisation) sur la durée de vie du contrat.

Chapitre III – Notes sur le Bilan

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	0	2 208 346
- dont comptes ordinaires débiteurs	0	2 208 346
- dont comptes et prêts au jour le jour	0	0
- dont comptes et prêts à terme	0	0
Total	0	2 208 346
Créances rattachées	0	0
Dépréciations	0	0
Valeur au bilan	0	2 208 346

Note 2 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	547 164 272	527 422 882
- dont comptes ordinaires créditeurs	1 517 257	3 962 903
- dont emprunts au jour le jour		
- dont emprunts à terme	545 647 015	523 459 979
Total	547 164 272	527 422 882
Dettes rattachées	5 242 267	3 477 379
Dépréciations	0	0
Valeur au bilan	552 406 538	530 900 261

Note 3.1 : Immobilisations louées en Crédit-bail et assimilées

(En euros)

Rubriques	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Valeur brute CB	751 784 881	261 858 290	175 863 372	837 779 799
- Amortissement	205 628 884	107 142 339	46 599 602	266 171 622
- Dépréciations / actifs	2 751 762	42 199	-2 977 276	5 771 238
= Valeur nette	543 404 234	154 673 751	132 241 047	565 836 939
Valeur brute Location	57 556 163	39 647 432	17 951 316	79 252 278

- Amortissement	14 552 546	13 085 200	7 321 325	20 316 422
- Dépréciation / actifs	4 558	4 871 532	4 870 589	5 501
= Valeur nette	42 999 059	21 690 700	5 759 403	58 930 356
VNC cumulée	586 403 293	176 364 452	138 000 450	624 767 295

Note 3.2 : Immobilisations temporairement non louées en Crédit-bail et assimilées

(En euros)

Rubriques	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Valeur brute CB	243 849	26 736	198 919	71 666
- Amortissement	1 729	26 736	1 729	26 736
- Dépréciations / actifs	0	231 390	235 359	-3 969
= Valeur nette	242 120	-231 390	-38 168	48 898
Valeur brute Location	0	0	0	0
- Amortissement	0	0	0	0
- Dépréciation / actifs	0	42 199	42 199	0
= Valeur nette	0	-42 199	-42 199	0
VNC cumulée	242 120	-273 590	-80 368	48 898

Note 4 : Créances rattachées sur immobilisations en Crédit-Bail et assimilées

(En euros)

Rubriques	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Créances	16 306 731	-4 679 367	0	11 627 364
- Dépréciation des créances	5 819 924	0	-1 913 976	7 733 900
Total créances	10 486 807	-4 679 367	1 913 976	3 893 464

Note 5 : Répartition des créances sur les établissements de crédit par durée résiduelle

(En euros)

Rubriques	Durée résiduelle				Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	>1 an et < 5 ans	> 5 ans		
Etablissement de crédit						
Comptes ordinaires débiteurs	0				0	2 208 346
Comptes et prêts au jour le jour	0				0	0
Prêt à terme					0	0
Créances rattachées	0				0	0
Valeur au bilan	0	0	0	0	0	2 208 346

Note 6 : Répartition des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(En euros)

Rubriques	Durée résiduelle				Total 2024	Total 2023
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	>1 an et < 5 ans	> 5 ans		
Etablissement de crédit						
Comptes ordinaires créditeurs	1 517 257				1 517 257	3 962 903
Emprunts à terme	20 650 824	-88 952 472	346 042 890	28 000 000	305 741 242	523 459 979
Emprunts au jour le jour					0	0
Dettes rattachées	5 242 267				5 242 267	3 477 379
Valeur au bilan	27 410 347	-88 952 472	346 042 890	28 000 000	312 500 765	530 900 261
Clientèle						
Comptes ordinaires créditeurs	283 444				283 444	401 945
Valeur au bilan	283 444				283 444	401 945
Dettes subordonnées						
dettes subordonnées à durée indéterminée						
dettes rattachées						
Valeur au bilan						

Note 7 : Immobilisations incorporelles et corporelles

(En euros)

Rubriques	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Immobilisations Incorporelles				
Valeur brute immobilisations propres	868 094	0	0	868 094
- amortissements et dépréciations	-866 986	1 108	0	-868 094

= Valeur nette	1 108	-1 108	0	0
Immobilisations Corporelles				
Valeur brute immobilisations propres	95 437	0	0	95 437
- amortissements et dépréciations	-86 860	6 164	0	-93 025
= Valeur nette	8 576	-6 164	0	2 412

Note 8 : Ventilation des autres actifs et autres passifs
(En euros)

Rubriques	Total 2024	Total 2023
Autres actifs		
Créances et factures à émettre de commissions	185 336	240 504
Créances sur l'Etat	29 032 894	22 963 113
Contribution fonds de garantie dépôt	0	0
Autres	239 444	529 740
Valeur au bilan	29 457 674	23 733 357
Autres passifs		
Dettes envers l'Etat	537 159	0
TVA	1 959 862	1 462 352
Frs d'immobilisations destinées à la location	358 616	17 877
Frs de biens et services	484 042	751 939
Subventions	807 880	766 211
Valeur au bilan	4 147 559	2 998 378

Note 9 : Ventilation des comptes de régularisation
(En euros)

Rubriques	Total 2024	Total 2023
Comptes de régularisation actif		
Charges constatées d'avance	0	0
Autres comptes de décaissement	8 004 411	4 421 144
Valeur au bilan	8 004 411	4 421 144
Comptes de régularisation passif		
Produits de crédit-bail et ass. constatés d'avance	33 448 917	26 737 472
Bonifications à étaler	16 381 215	12 969 290
Charges à payer fournisseurs	4 028 776	1 167 429
Charges à payer fiscales	205 652	184 076
Charges à payer sur instruments financiers	0	0
Autres comptes d'encaissement	1 017 473	2 530 004
Valeur au bilan	55 082 032	43 588 271

Note 10 : Provisions
(En euros)
☐ Néant

Note 11 : Dettes subordonnées
(En euros)
☐ Néant

Note 12 : Capitaux Propres
(En euros)

Le montant du capital souscrit (76 604 486,40 €) se décompose en 67 392 actions d’une valeur nominale de 1 136,70 € entièrement libérées, réparties entre associés en proportion de leurs droits.

Au 31/12/2024, l’actionnariat se répartit ainsi :

	Nombre de titres	% du capital
Sacam Machinisme	33 696	50%
John Deere Bank	33 696	50%
Total	67 392	100%

Conformément à l’Assemblée Générale Mixte du 28 Mars 2024, le résultat bénéficiaire du 31/12/2023 a été affecté en réserve légale pour 384 208 €, a fait l’objet d’une distribution de dividendes à hauteur de 400 000 € et le différentiel a été affecté en report à nouveau. Une Assemblée Générale Extraordinaire a eu lieu le 16/07/2024 pour réaliser une augmentation de capital à parts égales des actionnaires (total 29 999 786,4 €) avec l’émission de nouvelles actions.

Rubriques	31/12/2023	AG 28/04/2024	Distribution de dividendes	Augmentation du capital AG 28/04/2024	Augmentation du capital AG 16/07/2024 (numéraire)	Résultat de 2024	31/12/2024
Capital	39704400			6900300	29999786		76604486
Prime d’émission							0

Prime d'apport							0
Prime de fusion							0
Réserve légale	2226239	384208					2610447
Sous total	41930639	384208		6900300	29999786	0	79214934
Report à nouveau	1098	6899950		-6900300			747
Distribution Dividendes	0	400000	-400 000				0
Résultat de l'exercice	7684157	-7684157				6980567	6980567
Valeur au bilan	49615894			0	29999786	6980567	86196247

Note 13 : Indication de la fraction des immobilisations financières, des créances et des dettes ainsi que les charges et produits concernant les entreprises liées
(En euros)

Poste du bilan et du compte de résultat	2024		2023
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	Liées
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0
Autres actifs	0	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 387 392	0	1 185 306
Intérêts et produits assimilés	165 187	0	357 185
Intérêts et charges assimilés	13 277 111	0	8 267 065
Autres achats et charges externes	1 680 000	0	1 601 000
Commissions (charges)	2 058 118	0	1 854 038
Commissions (produits)	3 610 962	0	3 796 453
Contre garanties reçues	202 707 818	0	197 094 959

Note 14 : Parts dans les entreprises liées au 31/12/2024

☐ Absence de filiales et de participations telles que définies aux articles 354 et 355 de la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966.

Chapitre IV – Engagements divers

Note 15 : Engagements de financement et de garantie et autres garanties
(En euros)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
1° Engagements donnés		
Avals et cautions		
Ouvertures de crédits confirmés	56 977 320	101 937 072
Crédit bail immobilier		
Crédit bail mobilier		
Future Rate Agreement		
Caps de taux d'intérêts		
Swaps de taux d'intérêts	0	0
Total	56 977 320	101 937 072
1° Engagements reçus		
Cautions		
Contregaranties	207 697 948	200 775 630
Engagement de prêt		
Accord de refinancement	50 000 000	50 000 000
Autres engagements reçus		
Crédit bail immobilier		
Future Rate Agreement		
Caps de taux d'intérêts		
Swaps de taux d'intérêts		
Total	257 697 948	250 775 630

Les ouvertures de crédit confirmé correspondent à des autorisations de financement en crédit-bail et/ou location données aux clients et pour lesquels les contrats ne sont pas encore revenus signés ou pour lesquels les contrats sont signés mais n'ont pas encore démarré.

Les contre-garanties reçues correspondent essentiellement à une couverture donnée par les caisses régionales de Crédit agricole dans le cadre d'une convention de partage des risques sur certaines créances clients et sur les autorisations de financement données aux clients.

Chapitre V – Notes sur le compte de résultat

Note 16 : Intérêts, produits et charges assimilés
(En euros)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'intérêts et assimilés :	378 900	530 264
sur opérations avec les établissements de crédit	165 187	357 185
Autres produits assimilés	213 713	173 079
Charges d'intérêts et assimilés :	13 277 111	8 267 065
sur opérations avec les établissements de crédit	13 277 111	8 267 065
Autres charges assimilées	0	0
Total des Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	-12 898 211	-7 736 801

Note 17 : Produits et charges sur opérations de crédit bail et location*(En euros)*

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations de crédit bail et location	155 727 240	135 095 002
Loyers	148 512 322	119 760 591
Reprise pour dépréciation des immobilisations louées	1 864 056	1 079 435
Plus-values des cessions	4 684 268	4 245 866
Autres produits	666 595	10 009 110
Charges sur opérations de crédit bail et location	129 156 867	115 211 953
Amortissements	120 501 129	110 446 088
Dépréciation des immobilisations louées	4 883 054	2 144 300
Moins-values des cessions	3 011 055	2 577 122
Autres charges	761 629	44 442
Total des Produits nets sur opérations de crédit-bail et	26 570 374	19 883 049

Note 18 : Produits et charges de commissions*(En euros)*

	Commissions			
	Produits en 2024	Produits en 2023	Charges en 2024	Charges en 2023
Sur opération avec Etab. de Crédit				
Commissions d'apport	3 610 962	3 796 453	809 682	895 111
Commissions de garantie			1 166 142	914 816
Autres			82 294	44 111
Sur opération avec la clientèle				
Sur services d'exploitation bancaire				
Total	3 610 962	3 796 453	2 058 118	1 854 038

Note 19 : Produits et Charges générales d'exploitation*(En euros)*

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Refacturation charges	37 986	17 479
Divers autres produits d'exploitation	0	0
Autres produits d'exploitation	37 986	17 479
Impôts et taxes	451 083	243 532
Locations	138 000	126 886
Refacturation externalisation CAL&F	1 613 000	1 291 135
Refacturation salaires commerciaux et charges sociales	1 680 000	1 601 000
Frais de mission et déplacement	100 000	108 015
Frais informatiques	884 000	678 620
Divers autres charges d'exploitation	380 716	270 123
Autres charges d'exploitation	5 246 799	4 319 312
Solde produits/charges exploitation	-5 208 812	-4 301 833

Note 20 : Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles*(En euros)*

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	7 272	19 636
Dotations aux provisions pour dépréciation		
Total	7 272	19 636

Note 21 : Coût du risque*(En euros)*

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
-----------	------------	------------

Dotations aux dépréciations et aux provisions	1 304 494	374 358
Dépréciations créances douteuses	1 304 494	374 358
Provisions		
Reprises aux dépréciations et aux provisions	799 374	498 678
Reprises de dépr. sur créances douteuses	799 374	466 282
Utilisation prov. dépr. sur créances douteuses	0	32 395
Variation des dépréciations et des provisions	-505 120	124 320
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	0	32 395
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	70 210	254 991
Récupérations sur créances amorties		
Coût du risque	-575 330	-163 067

Note 22 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En euros)

☐ Néant**Chapitre VI – Situation Fiscale****1. Situation fiscale de la société****Note 23 : Impôts**

(En euros)

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
Résultat courant 2024	9 433 593	-2 453 026	6 980 567
Résultat exceptionnel 2024	0	0	0
Total Impôt sur les sociétés et Résultat de l'exercice 2024	9 433 593	-2 453 026	6 980 567

2. Contrôle fiscal☐ Néant**Chapitre VII – Autres informations****1. Effectif**

La société n'emploie pas d'effectif propre.

2. Rémunération de l'organe de direction (Comité Exécutif)

L'organe de direction ne perçoit pas de rémunération.

3. Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent en 2024 à 60 610€ HT.

	PricewaterhouseCoopers Audit	Deloitte Audit	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels.	25 805	25 805	51 610
Services autres que la certification des comptes.	4 500	4 500	9 000
Total	30 305	30 305	60 610

4. Réserve latente

Les matériels en location avec option d'achat sont amortis différemment au plan comptable et au plan financier. Il apparaît, lors du déroulement normal des contrats, un écart entre la valeur nette financière (VNF) et la valeur nette comptable (VNC). Cet écart est appelé "Réserve Latente". On trouvera ci-dessous les éléments significatifs de cette "Réserve Latente".

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Matériel Loué		
Base Immobilisée	917 103 743	809 245 892
- Amortissements	264 792 220	220 160 970
- Provisions pour dépréciation	5 772 771	2 756 320
Immobilisations nettes	646 538 753	586 328 602
Encours financier	633 188 928	574 676 426
- Provisions financières	5 652 056	2 726 936
Encours financiers net	627 536 871	571 949 490
Ecart entre créances rattachées (loyers) et comptes de régularisation financiers	23 707 484	18 921 962
Réserve Latente Brute	4 705 603	4 542 850
Variation de Réserve Latente	162 753	699 077
Impôt différé sur Réserve latente	1 424 133	1 173 418
Réserve Latente Nette	3 281 471	3 369 432

Le résultat financier avant impôt s'est établi pour l'exercice 2024 à 10 404 226,02 € contre 10 303 205,45 € en 2023.

5. Identité de l'entreprise consolidante

John Deere Financial SAS n'est pas consolidée par une autre entreprise.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels (exercice clos le 31 décembre 2024)

Aux associés
John Deere Financial
10 rue du Paradis
45140 Ormes

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société John Deere Financial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce. Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 avril 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	Deloitte et Associés
Agnès Hussherr	Charlotte Vandeputte

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.